

Aux sources de la crise de Podemos

PAR FABIEN ESCALONA

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 17 FÉVRIER 2019



Íñigo Errejón et Pablo Iglesias. © Juan Medina/Reuters

Des élections anticipées auront lieu le 28 avril en Espagne. Podemos affrontera ce scrutin en pleine crise interne. Pour comprendre les ressorts de la rupture entre Pablo Iglesias (son dirigeant) et Íñigo Errejón (l'ex-numéro deux), Mediapart a interrogé quatre spécialistes du parti.

Alors que des élections anticipées ont été annoncées pour le 28 avril en Espagne, les droites **ont investi la rue** le week-end dernier pour réclamer la démission de Pedro Sánchez, le chef du gouvernement espagnol. Samedi 16 février, plus de 200 000 personnes ont manifesté à Barcelone pour protester contre **le procès politique** intenté contre les dirigeants indépendantistes catalans. Un sujet qui divise profondément les gauches espagnoles.

Si les gauches dans leur ensemble sont loin d'être en ordre de bataille face à cette radicalisation de leurs adversaires, Podemos se trouve particulièrement affaibli. Ses deux principaux fondateurs, Pablo Iglesias (actuel secrétaire général) et Íñigo Errejón (ex-numéro deux), sont en effet en **rupture ouverte**.

Le second a quitté son siège de député après avoir officialisé sa participation à une liste différente de Podemos pour les élections régionales madrilènes.



Íñigo Errejón et Pablo Iglesias. © Juan Medina/Reuters

Vu de France, il est difficile d'apprécier ce qui relève des rivalités personnelles et des divergences de fond dans cet affrontement. La nature même des différences stratégiques et idéologiques n'apparaît pas clairement. Leurs rapports respectifs au « populisme de gauche », pourtant revendiqué à la fondation du parti, ont-ils changé ? L'enjeu des alliances suffit-il à résumer leur querelle, ou celle-ci se déploie-t-elle sur d'autres terrains ?

Pour mieux cerner les lectures possibles du divorce Iglesias/Errejón, Mediapart a interrogé quatre intellectuel·le·s français·es ayant mené des recherches de première main sur Podemos, et/ou côtoyé de près des protagonistes des deux « camps » en présence : Laura Chazel, chercheuse à Sciences Po Grenoble et à l'université Complutense de Madrid, qui travaille sur une thèse consacrée à la circulation des idées populistes ; Héloïse Nez, sociologue à l'université de Tours et auteure de *Podemos. De l'indignation aux élections* ; Lenny Benbara, fondateur du site *Le vent se lève* ; et Gaël Brustier, politiste et préfacier de *Construire un peuple*, un livre d'entretiens avec Chantal Mouffe et Errejón.

Il y a quelque chose de shakespearien dans le duel fratricide auquel se livrent Iglesias et Errejón. Pour autant, à côté des passions suscitées par la quête du pouvoir, beaucoup d'observateurs mettent en avant des divergences de vue quant à « la ligne » que devrait suivre Podemos. Quel poids attribuez-vous à ces motifs d'affrontement ?



Héloïse Nez.

Héloïse Nez : Il existe des divergences substantielles entre les deux hommes. Elles portent sur les alliances politiques, le discours à destination des électeurs et l'équilibre à trouver entre la contestation et la participation aux institutions. Errejón fait preuve d'une certaine constance, puisqu'il entend maintenir la stratégie ayant présidé à la naissance de Podemos. Il recherche l'unité du peuple plutôt que l'unité de la gauche, à travers un discours « *transversal* » à base de « *signifiants vides* » (des concepts au potentiel unificateur, non saturés par les identités politiques existantes et disponibles pour un travail de (re)politisation). Dans cette perspective, le parti écolo-communiste Izquierda Unida (IU – Gauche unie) ne devrait pas constituer un partenaire privilégié.

À l'inverse, depuis l'arrivée au Parlement de députés Podemos en 2016, Iglesias truffe ses interventions de références et de symboles appartenant à l'histoire de la gauche traditionnelle. Il défend volontiers l'idée d'un front de gauche classique contre ce qu'il appelle le « *bloc monarchiste* » (lequel irait de la droite jusqu'aux sociaux-démocrates du PSOE). Son style est globalement plus contestataire que celui d'Errejón.

Lenny Benbara : Errejón et ses amis accordent une grande importance à l'idéologie. Parmi ses proches, le profil qui prédomine est celui de jeunes diplômés, issus de catégories sociales plutôt aisées, disposant d'un fort capital culturel. Selon moi, les éléments doctrinaux jouent donc un rôle significatif dans la crise actuelle.

Errejón a accumulé une frustration à l'égard d'Iglesias, qui aurait toujours un train de retard dans la lecture de la conjoncture politique. Surtout, il ne suit pas Iglesias dans son repli sur des thématiques traditionnelles de la gauche radicale espagnole (par exemple la question républicaine). Actuellement, il s'essaie plutôt à une synthèse entre une communication politique modernisée, qui pourrait nous apparaître **quasi macronienne**, et un discours « *national-populaire* » au sens gramscien du terme, avec un contenu plébéen et sans connotation xénophobe.

Laura Chazel : Il y a bien eu une période pendant laquelle on pouvait distinguer clairement le « *pablisme* » de l'« *errejonisme* ». En gros, il s'agit de la période qui va de l'entrée de Podemos au Parlement en janvier 2016, jusqu'à l'investiture du socialiste Pedro Sánchez comme premier ministre en juin 2018. J'y reviendrai plus tard, mais deux interprétations possibles du populisme s'affrontaient alors.

L'ironie de la situation actuelle, c'est qu'Iglesias et Errejón se sont entretemps rapprochés sur le fond, notamment sur les relations à avoir avec les institutions et le PSOE. C'est pourquoi leur rupture m'apparaît essentiellement, aujourd'hui, comme un cas ordinaire de lutte entre deux acteurs rationnels qui cherchent le pouvoir. Podemos est un parti factionnalisé, comme cela est clairement apparu lors du congrès de Vistalegre 2 en février 2017. À ce moment-là, les « *pablistes* » ont mis la main sur le parti aux dépens des « *errejonistes* ». Or, il est assez classique que l'approche d'échéances électorales réveille les factions et aiguise leur affrontement.

Gaël Brustier : Au congrès de Vistalegre 2, on a effectivement assisté à une purge. Il se passe à Podemos ce qui se passe dans de nombreux partis, avec des talents politiques entre lesquels s'instaure peu à peu de la défiance, jusqu'à la rupture. Comme les deux clans disposent d'un capital culturel élevé, ils sont outillés pour fabriquer des récits légitimant leur affrontement. Non seulement il ne faut pas négliger la construction *aposteriori* de différences idéologiques, mais chacun est incité à renforcer sa vision des choses au fur et à mesure que l'affrontement se poursuit.

Avant de revenir sur ces différences, est-ce qu'on peut dater l'origine de la mésentente ? Pourquoi la rupture se produit-elle maintenant ?

Héloïse Nez : Lors des élections régionales en Andalousie en décembre 2018, l'alliance Podemos-IU a réalisé un score médiocre, tandis que les droites ont progressé, avec notamment **la percée du parti d'extrême droite Vox**. Cet épisode a pu être le déclencheur d'une rupture qui couvait depuis longtemps. *A minima*, on peut la faire remonter au fameux congrès de Vistalegre 2, lorsque les « *errejonistes* » se sont comptés et ont été mis en minorité. Leur champion devait avoir carte blanche à Madrid, mais le parti central a voulu s'ingérer dans le choix de ses colistiers pour les élections régionales à venir, ce qui n'a rien arrangé.

On peut aussi remonter plus loin dans le passé pour expliquer les divergences entre les deux dirigeants. Celles-ci tiennent, au moins partiellement, à des parcours militants et intellectuels bien distincts. Iglesias est passé par les jeunesses communistes entre 14 et 21 ans, et sa thèse était consacrée à la désobéissance civile en Espagne et en Italie au début des années 2000. Errejón n'a pas connu cette socialisation et s'était intéressé pour son doctorat à la prise du pouvoir en Bolivie par Evo Morales. À rebours des préoccupations mouvementistes d'Iglesias, il analysait ce processus comme le succès d'une stratégie « *nationale-populaire* », en s'appuyant notamment sur les travaux d'Ernesto Laclau, **théoricien du populisme**.



Laura Chazel.

Laura Chazel : De la fondation de Podemos en janvier 2014 aux premières élections législatives connues par le parti en décembre 2015, c'était le temps de la cohésion, avec Iglesias dans le rôle de porte-parole et Errejón dans celui du « cerveau ». D'ores et

déjà, on pouvait néanmoins repérer des nuances dans leurs expressions, le premier s'adressant volontiers à des groupes sociaux déterminés et le second davantage aux émotions des individus.

À partir de l'entrée au Parlement, il y a eu des frictions sur les alliances possibles. Lorsque les élections anticipées de juin 2016 ont été annoncées, Iglesias pensait que Podemos devait s'allier avec IU pour réussir à dépasser le PSOE, alors qu'Errejón estimait important de conserver le discours transversaliste. Le parti a finalement fait les deux en même temps. Dans les deux années qui ont suivi, l'opposition entre « *pablistes* » et « *errejonistes* » s'est accentuée et soldée par la mise en minorité des seconds. Mais depuis juin 2018, les deux camps ont soutenu le retour du PSOE au pouvoir, et je ne suis pas certaine qu'ils se sépareront radicalement sur les choix d'alliance à l'avenir. Le tout en tenant un discours similaire sur la question catalane, devenue centrale dans le débat public. Comme je le disais tout à l'heure, les différences de fond ne me semblent donc pas irréductibles, mais l'approche d'élections excite les rivalités de factions.

Deux conceptions du populisme

Si l'on parvient à distinguer « pablisme » et « errejonisme », au moins pour une période donnée, comment interpréter leurs différences les plus cruciales ? Plus spécifiquement, quelles relations ces deux sensibilités entretiennent-elles avec le populisme de gauche ?

Laura Chazel : Je partage l'idée du politiste espagnol Javier Franzé, selon qui le pablisme et l'errejonisme, en particulier entre 2016 et mi-2018, ont incarné deux interprétations possibles du populisme. Il est impossible de décréter laquelle serait plus juste que l'autre, car elles sont toutes deux inspirées par Ernesto Laclau, qui a évolué dans son œuvre.

Iglesias a principalement retenu du populisme qu'il s'opposait à « *l'institutionnalisme* » : d'un côté le conflit assumé, ou « *l'activité politique par excellence* » selon Laclau ; de l'autre l'administration des choses, ou « *la mort du politique* ». D'où une posture beaucoup plus anti-establishment que

celle d'Errejón. Ce dernier envisage en effet le populisme sous son aspect hégémonique, comme création de nouvelles identités collectives. Estimant dès 2016 que le système politique était partiellement stabilisé, il en a conclu que la contestation devait s'accompagner de l'offre d'un « **ordre alternatif** ».

Iglesias pensait au contraire que la fenêtre d'opportunité pour un populisme de confrontation n'était pas refermée et que Podemos devait tout faire pour maintenir cette « *situation d'exceptionnalité* ». Depuis juin 2018, il a cependant choisi la coopération institutionnelle avec le PSOE, ce qui représente pour lui – selon ses propres mots – la fin du « *moment populiste* ».

Au-delà de ces différences, le rapport d'Iglesias aux idées de Laclau est globalement beaucoup plus distendu que celui d'Errejón. En 2012, il a confié que la théorie de Laclau l'inquiétait en raison de ses aspects les plus « anti-essentialistes », comme si la lutte des classes ne possédait aucune objectivité. Iglesias pense que le discours peut certes aider à la révélation et à l'émergence d'un sujet politique, mais pas à sa fabrication *ex nihilo*, dans la mesure où ce sujet serait tout de même « préconstitué » par les rapports sociaux existants.



Lenny Benbara. © Martin Bertrand

Lenny Benbara : Il est clair qu'Errejón est le plus laclauien des deux, au sens où il n'y a pas d'ambiguïté sur son constructivisme. Il est convaincu que le peuple n'existe pas en soi, d'où l'importance d'une stratégie populiste pour tisser une logique d'équivalence entre des demandes hétérogènes dans la société, qui n'ont aucune raison naturelle ou mécanique de s'assembler.

Iglesias occupe quant à lui une position gramscienne, qui ne nie pas l'importance du front culturel dans la lutte pour l'hégémonie mais conserve un fond marxiste matérialiste.

Si le populisme d'Errejón est réel, il ne correspond en tout cas pas à l'image qu'on s'en fait parfois en France, comme d'un positionnement antisystème. En Espagne, Podemos participe à des expériences de gouvernement au plan local, si bien qu'Errejón assume la prise en charge d'une certaine « institutionnalité », sans compter qu'il adopte en ce moment un profil très modéré dans l'objectif tactique de conquérir Madrid. Il poursuit l'intuition qui consiste à coupler la création d'un sujet collectif dans l'antagonisme (comme tentait de le faire l'opposition « peuple vs caste »), et une esthétique politique propre à rassurer les citoyens ayant peur de voter pour un changement trop risqué.

S'il y a une différence stratégique de fond, elle n'est donc pas épuisée par la question des alliances ?

Laura Chazel : Non. La coopération avec le PSOE n'est plus, pour l'instant, au centre des affrontements. Quant à IU, les coopérations pré- et postélectorales se feront surtout en fonction des intérêts perçus par chaque liste. Au niveau régional où Errejón se présente, les négociations entre IU et sa liste Más Madrid se sont avérées être un échec, à cause d'un dossier urbanistique spécifique. Cependant, la plateforme Más Madrid s'était donné pour objectif le rassemblement des « *forces politiques du changement* », Errejón affirmant rechercher une candidature unitaire rassemblant toutes les forces progressistes – IU comprise, donc. C'est pourquoi je ne pense pas qu'on ait affaire à la défense d'une stratégie transversaliste « pure » (Errejón) contre une alliance classique des forces à la gauche de la gauche (Iglesias).

Lenny Benbara : Le sujet est complexe, car Errejón reste très ouvert au niveau local, où il est difficile de mener une campagne sur un « appel au peuple » pensé pour le niveau national. Cela dit, il reste assez hostile à l'alliance avec IU, là où Iglesias semble en faire l'alpha et l'oméga de sa stratégie. Concernant le rapport au PSOE, il n'y a pas de fossé. En 2016,

Iglesias envisageait de participer à un gouvernement socialiste, quand Errejón aurait été prêt à le soutenir depuis les bancs du Parlement. Aujourd'hui, c'est ce que font les députés de Podemos avec le gouvernement minoritaire de Sánchez. De toute façon, le gouvernement de l'Espagne est commandé par un système parlementaire avec proportionnelle : la nécessité des alliances se pose donc à tous les acteurs.



Gaël Brustier. © Mediapart

Gaël Brustier : En 2016, Errejón aurait été prêt à investir un gouvernement centriste, avec l'idée qu'il ne satisferait pas les attentes des électeurs. En gros, le populisme de gauche aurait donné ses voix au centre pour lui demander de faire ses preuves. Iglesias n'a pas voulu cette solution, car il est resté beaucoup plus « campiste ». Le dépassement du PSOE n'ayant pas eu lieu, il est revenu à la perspective d'une sorte de gauche radicale grossie.

Quelle est la portée de la rupture actuelle en ce qui concerne la trajectoire de Podemos et sa place dans le système de partis espagnol ?

Héloïse Nez : La situation est frustrante, car Podemos est une des évolutions du mouvement des Indignés, qui recelait un potentiel de transformation de la façon de faire de la politique. La guerre des chefs à laquelle on assiste découle du choix initial d'une formation verticale, personnalisée, qui s'éloignait déjà clairement de ce potentiel. C'est dommage, car

Podemos participe à des gouvernements locaux qui ont un bilan appréciable et risque de ne pas pouvoir capitaliser dessus.

L'importance de la personnalisation était inscrite dans la proposition populiste originelle d'Errejón, qui récolte finalement ce qu'il a semé. Aux débuts de Podemos, il envisageait même que Pablo Iglesias puisse être le « *signifiant vide* » permettant au peuple de se rassembler contre la caste... et j'ai l'impression qu'il reproduit le même genre de procédé à Madrid avec **Manuela Carmena**. Sauf que cette personnalisation aboutit aujourd'hui à une querelle néfaste à l'image du parti, dans un contexte défavorable puisque les questions identitaires, à travers l'enjeu catalan, ont pris le dessus dans le débat public. En ce sens, nous vivons vraiment la fin du cycle des Indignés, **pour reprendre la formule de Ludovic Lamant** dans ces colonnes.

Lenny Benbara : Iglesias cherche aujourd'hui à obtenir des résultats concrets en termes de politiques publiques, à faire la démonstration que Podemos est une force utile. Mais je ne suis pas sûr qu'il sache dans quelle direction aller aux prochaines élections générales. En attendant, il a déclenché des primaires internes de façon précoce, alors qu'il a la main sur l'appareil, pour évincer ses adversaires politiques.

Cela traduit bien la culture de parti très forte qui unit les « *pablistes* », à rebours des « *errejonistes* », plus individualistes et moins engagés émotionnellement envers un véhicule politique dont ils ont un usage très instrumental. On ne peut écarter l'hypothèse qu'ils cherchent à en lancer un nouveau, s'ils en viennent à conclure que Podemos a perdu toute force de propulsion.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.